



# MAGAZINE

CHIȘINĂU – CAPITALE DE LA  
RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE



## **EZA EN MOLDAVIE**

un pays déchiré entre l'Est et l'Ouest

## **LE DEVOIR DE VIGILANCE EN EUROPE**

à propos de la future législation européenne  
sur les chaînes d'approvisionnement

## **CONFÉRENCE DE BRUXELLES 2023**

des taux qui grimpent, des salaires qui descendent

## **LA FORMATION CONTINUE A LA PRIORITÉ ABSOLUE !**

## **NUMÉRISATION ET ÉCONOMIE VERTE**

la 8<sup>ème</sup> Semaine sociale européenne

**NUMÉRO 01/2023**



## Chers/chères collègues, chers lecteurs et chères lectrices,

« Nous n'avons pas fait preuve de naïveté, mais bel et bien de cupidité. Notre industrie s'est construite essentiellement autour de l'énergie russe, avant tout parce qu'elle était bon marché. » C'est ce qu'a déclaré la vice-présidente de la Commission européenne, Margrethe Vestager, dans un entretien accordé l'année dernière. Cette attitude de l'Europe est tout aussi valable pour d'autres pays comme la Chine, Taiwan ou le Vietnam. En raison de l'objectif ultime qui consistait à réduire les coûts de production, l'Europe s'est retrouvée dans une situation de dépendance fatale et elle en paie aujourd'hui le prix fort. La pandémie de Covid-19 nous l'a déjà montré de manière flagrante sous la forme des perturbations des chaînes d'approvisionnement, dès lors que les rayons des magasins se sont soudainement vidés ou que les médicaments n'étaient plus disponibles ou ne le sont toujours qu'avec un certain retard. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait le reste en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie et en céréales.

Sous la nouvelle ligne directrice de la politique industrielle « Autonomie stratégique ouverte », l'UE et ses Etats membres s'efforcent de renforcer la résilience économique de leur économie et de réduire les dépendances externes et internes : diversifier et raccourcir les chaînes d'approvisionnement, revenir au stockage, relocaliser la production dans l'UE, promouvoir des « champions européens » (projet important d'intérêt européen commun - PIIEC), limiter les investissements étrangers dans les domaines stratégiques (IDE), etc. Pour l'Union européenne, dont l'une des croyances est le libre-échange, il s'agira d'instaurer un équilibre entre l'inspiration à une plus grande autonomie et l'évitement du protectionnisme. Environ 38 millions d'emplois dans l'UE dépendent directement du commerce extérieur. À cela s'ajoute un exercice d'équilibriste en ce qui concerne la menace d'une course aux subventions au sein de l'UE - ou avec d'autres pays, comme l'illustrent les débats au sujet de l'Inflation Reduction Act des Etats-Unis.

Le succès de l'indépendance accrue à laquelle nous aspirons est conditionné par de multiples facteurs : parviendrons-nous à former la main d'œuvre qualifiée et les professionnels nécessaires ? L'Année européenne des compétences 2023 met le doigt sur la plaie et montre la nécessité d'agir dramatique. Les consommateurs et consommatrices changeront-ils de mentalité et seront-ils prêts à payer plus pour des produits « made in Europe » ? Pourront-ils se le permettre face à une inflation galopante ? Il convient de garder à l'esprit cette dimension sociale de l'autonomie stratégique ouverte. Lors de la conférence de Bruxelles 2023, l'EZA a notamment soulevé ces questions. Vous pouvez en lire plus dans l'article correspondant de ce numéro.

Comme de coutume, je vous souhaite une bonne lecture !  
Sigrid Schraml



# SOMMAIRE

4

**EZA EN MOLDAVIE :**

un pays déchiré entre l'Est et l'Ouest

8

**LE DEVOIR DE VIGILANCE EN EUROPE :**

à propos de la future législation européenne sur les chaînes d'approvisionnement

11

**CONFÉRENCE DE BRUXELLES 2023 :**

des taux qui grimpent, des salaires qui descendent

14

**LA FORMATION CONTINUE A LA PRIORITÉ ABSOLUE !**

16

**NUMÉRISATION ET ÉCONOMIE VERTE :**

la 8<sup>ème</sup> Semaine sociale européenne

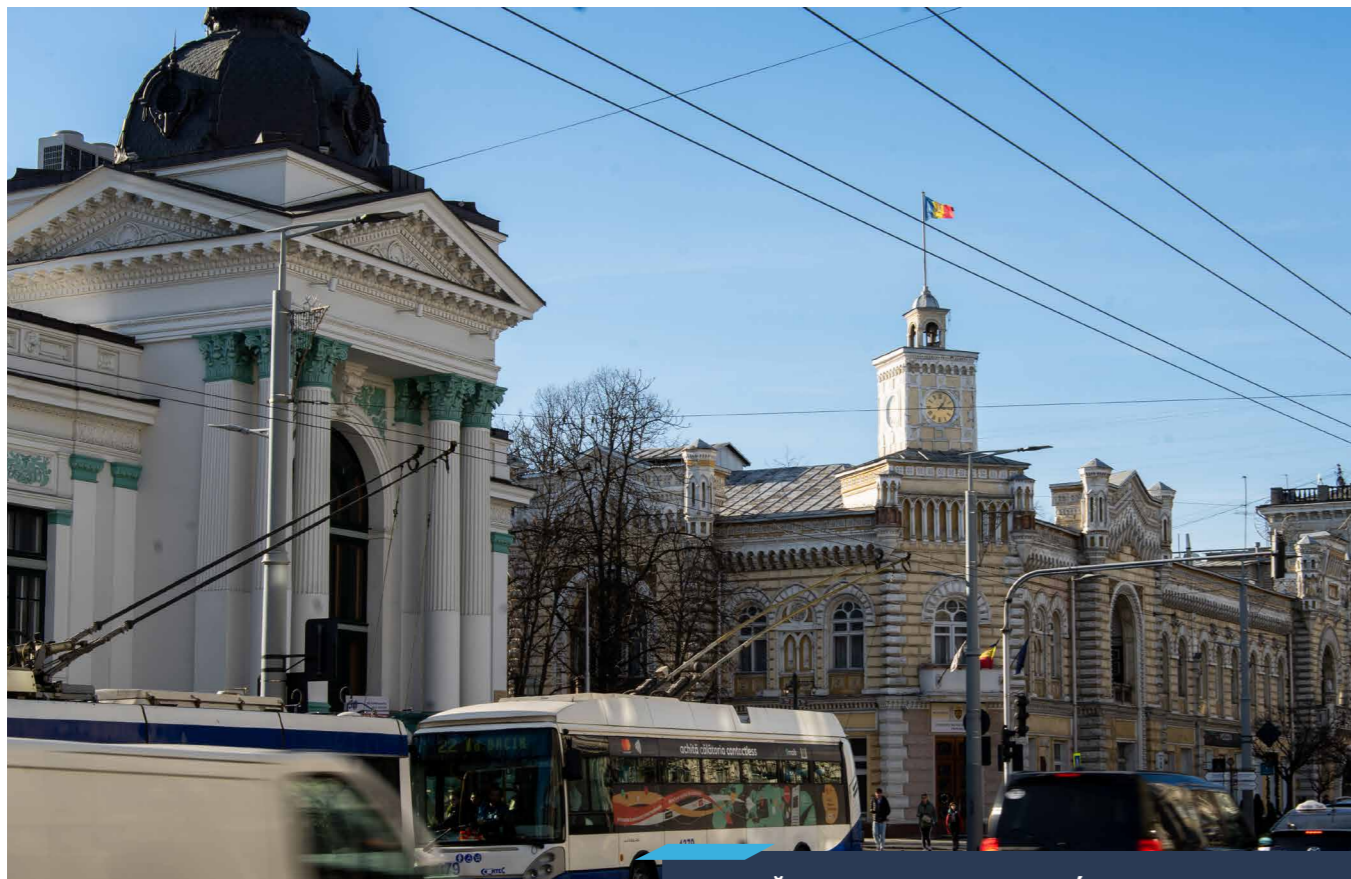
18

**ADRESSE**



# EZA EN RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

Chişinău – pour la première fois dans l’histoire d’EZA, un séminaire s’est tenu sur le territoire moldave. Rapport au sujet d’un pays sous pression.



CHIŞINĂU – CAPITALE DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE

**TEXTE:** Lukas Fleischmann

**PHOTOS:** Lukas Fleischmann

De l’aéroport de Chişinău à l’hôtel situé au centre-ville, il faut compter environ 20 minutes en voiture. Suffisamment de temps pour engager la conversation durant le trajet en taxi et se faire un bon premier aperçu de la réalité des travailleurs et travailleuses. Le chauffeur explique qu’il travaille dans l’agriculture en été et comme conducteur de taxi en hiver, lorsque les champs sont en jachère. « Je pilote des drones avec des réservoirs pour fertiliser les champs. Ici, les champs sont immenses, c’est plus facile avec des drones. À part cela, il n’y a pas beaucoup de travail. » Le modernisme dans la mise en œuvre de la technologie dans le secteur

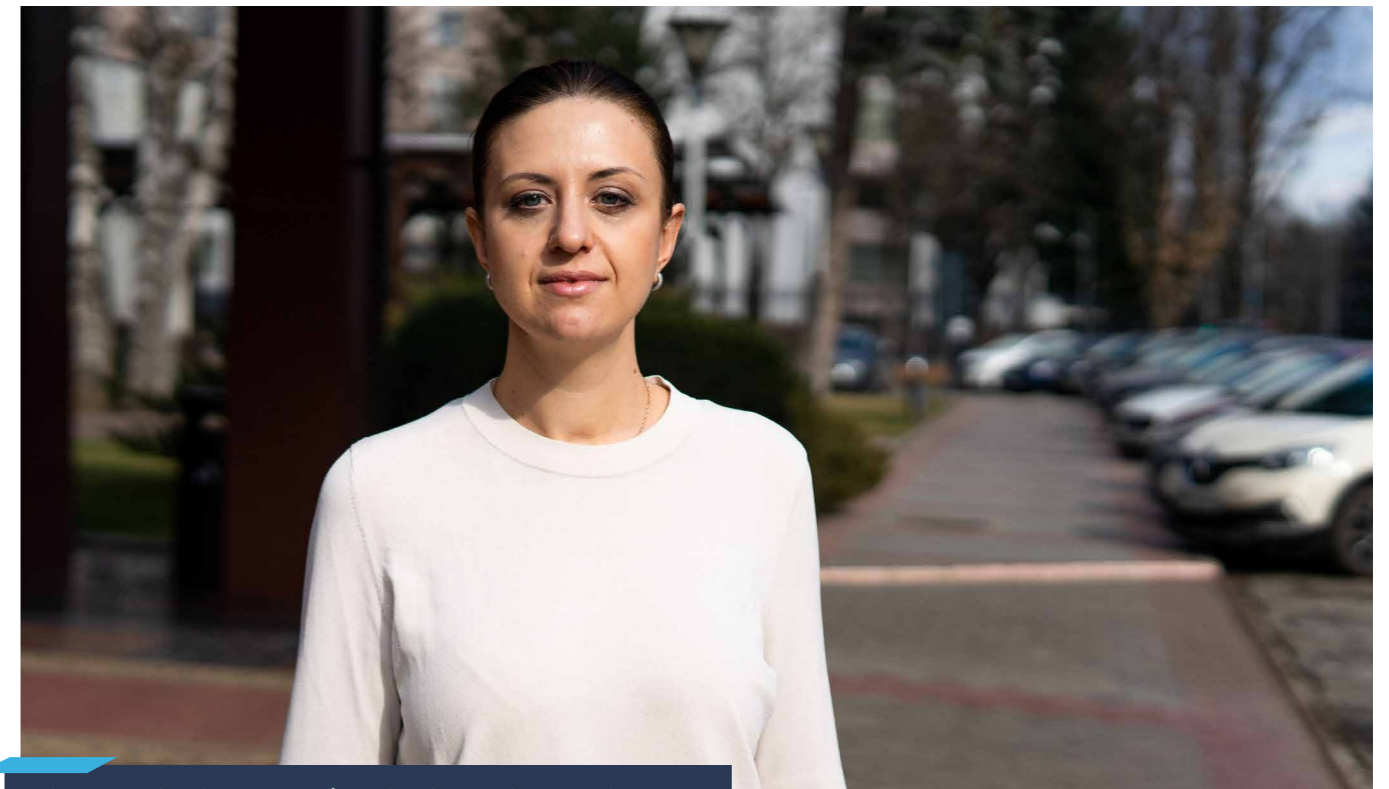
agricole contraste considérablement avec l’état des routes sur lesquelles le taxi cahote en direction du centre. Puis, à un moment donné, nous en venons à évoquer la situation politique ainsi que l’UE, et l’expression du chauffeur change. « Les Anglais ont fait ce qu’il fallait avec le Brexit et ils en ont énormément profité », dit-il. « Et nous, en Moldavie, nous devons aussi rester indépendants. Nous sommes amis avec tout le monde, la Russie et l’Europe. » Il élude la question de savoir si, selon lui, l’UE mènerait également une guerre d’agression contre un pays voisin. On ne sait, en effet, pas du tout ce qu’il se passe réellement, dit-il. Ces remarques

sont certes des opinions individuelles, mais elles révèlent les problèmes majeurs du pays, qui a le statut de candidat à l’adhésion à l’Union européenne depuis juin 2022 : la Moldavie est le pays le plus pauvre d’Europe, les inégalités sociales sont énormes et, par rapport au nombre d’habitants, c’est ce pays qui a accueilli le plus grand nombre de réfugiés en provenance d’Ukraine. Simultanément, l’infrastructure est délabrée et ce qui prévaut, ce sont la désinformation, l’étranglement par la Russie et une inflation galopante de 37 pour cent en février 2023. La région de Transnistrie, contrôlée de fait par la Russie, se trouve à environ une heure en voiture de la capitale. Selon une fuite émanant d’un consortium de recherche international, la Russie a des projets de grande envergure pour déstabiliser le pays et transformer la Moldavie en un État vassal du Kremlin.

La Confédération des syndicats moldave rejette cette soumission à la Russie et on prône à marche forcée un rattachement aux organisations au sein de l’UE. Cet appel a été entendu par les centres membres d’EZA, IFES et Cartel Alfa, depuis la Roumanie voisine. Pour la première fois de son histoire, l’EZA a organisé un séminaire à Chişinău à la mi-février. « Cela fait des années que nous invitons des membres de Moldavie à des séminaires en Roumanie », dit Silviu Ispas d’IFES, « et nous avons toujours dit qu’à partir du moment où il sera possible d’organiser des séminaires sur place, nous serons là. Avec le statut de candidat du pays, c’est désormais possible. Maintenant, la situation

en Moldavie est comme celle de la Roumanie il y a 25 ans, lorsque le dialogue social a vraiment débuté dans le pays. » À l’instar de Silviu Ispas, Polina Fisticanu voit les grands défis qui attendent le pays. « C’est à cause de la guerre [en Ukraine], qu’aux yeux de beaucoup de gens, nous sommes apparus sur la scène internationale », explique Polina. Elle est responsable du département de la protection sociale et économique au sein de la Confédération nationale des syndicats moldave. « Le fait que nous ayons maintenant le statut de candidat à l’UE est formidable pour nous. Obtenir ce statut est le fruit d’un très long processus. Nous devons maintenant adapter notre législation nationale, par exemple en ce qui concerne les conditions de travail, aux exigences de l’acquis communautaire. Nous avons également besoin de changements importants dans notre système juridique et judiciaire et nous devons créer la possibilité, pour les jeunes, d’avoir un travail décent avec de bonnes perspectives d’avenir. »

Si l’on considère les statistiques, la République de Moldavie et ses 2,6 millions d’habitants ont un long chemin à parcourir. En dehors de Chişinău, la population du pays diminue de manière dramatique. La plupart des migrations internes se font vers la capitale. Nombreux sont ceux qui espèrent y trouver de meilleurs emplois et bénéficier d’un niveau de vie plus élevé. Mais un grand nombre, parmi eux, migrent également vers l’UE. Ce sont surtout les personnes qui ont la double nationalité moldave et roumaine, et qui



POLINA FISTICANU DE L’UNION SYNDICALE MOLDAVE.





VIOREL BRAGA, AU PREMIER PLAN L'INTERPRÈTE

On ne dispose d'aucune donnée statistique pour la région sécessionniste de Transnistrie. Toutefois, l'industrialisation y est probablement beaucoup plus élevée, car cette région était déjà très industrialisée à l'époque soviétique. « Mais nous constatons également des évolutions positives », explique Mihai Grecu, collaborateur scientifique à l'Institut moldave pour le développement de la société de l'information, une sorte d'autorité statistique. « Dans le secteur tertiaire, nous dépassons entre-temps les 50 %, tendance constante à la hausse. En outre, les emplois dans le domaine de l'informatique, tout particulièrement, augmentent à un rythme plutôt rapide. » Selon les statistiques officielles du pays, il y a même une pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs de services.

## À l'Institut du Travail

Mais ces évolutions positives sont fragiles, tout comme le financement de l'Institut du Travail de la Confédération nationale des syndicats. Situé à la périphérie de Chişinău, ce centre de conférence et d'éducation propose des formations continues et des séminaires pour les membres des syndicats. Actuellement, il accueille également quelques réfugiés ukrainiens dans ses chambres. Le président de la confédération syndicale, Igor Zubcu, souligne que le financement est totalement indépendant. Ce faisant, on veut éviter toute ingérence de l'État. Selon Igor Zubcu,

plus de 300 000 membres du syndicat financent le centre entre autres avec leurs cotisations ; en contrepartie, les mesures de formation continue sont gratuites pour eux. Viorel Braga, directeur général de l'Institut du Travail, fait visiter les locaux aux participants du séminaire. « Bien que nous ayons subi des mesures d'économie dramatiques, nous payons chaque mois environ 10 000 euros pour l'électricité et 8000 euros pour le gaz. C'est un grand défi pour le fonctionnement de ce centre. Malgré cela, nous avons décidé de laisser la maison ouverte pour justement offrir un refuge aux réfugiés ukrainiens. » La Moldavie s'approvisionnait, aussi bien en électricité qu'en gaz, presque exclusivement auprès de la Russie. Actuellement, c'est surtout la Roumanie qui approvisionne le pays voisin. Alors que les prix augmentent de manière vertigineuse dans le pays, ils sont bas pour l'approvisionnement en énergie en Transnistrie. En effet, l'électricité et le gaz continuent d'être fournis par la Russie, ce qui attise encore plus les tensions entre les deux parties du pays.

## Les syndicats face à la crise

Tout comme l'Institut du Travail, la Confédération des syndicats moldave veut promouvoir un travail syndical moderne selon les principes du dialogue social. L'organisation est désormais affiliée aux Confédérations syndicales internationale et européenne. « Nous avons

considéré qu'il était impérieux de faire partie de cette famille syndicale européenne. Et nous voulons aussi faire partie de la famille d'EZA », déclare Igor Zubcu, président de la CNSM depuis 2021. Cependant, la confiance dans les syndicats est mauvaise à l'échelle nationale. Selon les statistiques de l'Institut des politiques publiques, près de 40 pour cent des personnes déclarent ne pas avoir du tout confiance dans les syndicats. Cela s'explique, d'une part, par l'héritage postsoviétique, qui est commun à de nombreux pays de l'ancienne Union soviétique. En Moldavie aussi, les syndicats sont encore associés à la corruption et au copinage de l'époque communiste. D'autre part, les scandales de corruption actuels ont également contribué à l'image négative des syndicats en Moldavie. Selon les statistiques, cette corruption à grande échelle recule légèrement.

En deux ans, la Moldavie a gagné 24 places dans l'index de Transparency International, passant de la 115e place en 2020 à la 91e en 2022, juste derrière le Belarus et la Colombie. Il est impératif de perpétuer ces évolutions afin de permettre l'intégration à l'UE, comme le constate le rapport national sur la Moldavie de la Fondation Friedrich Ebert. Un système syndical fonctionnel et capable de s'imposer est indispensable à la future intégration européenne. « Nous avons réussi à résoudre de nombreux problèmes », déclare Polina Fisticanu ; nous avons imposé un salaire minimum unique et l'avons même augmenté par la suite. Avant, nous en avions deux différents, selon les secteurs. Nous avons en outre signé un mémorandum avec le gou-

vernement, qui vise à formaliser le travail informel. C'est important non seulement pour les travailleurs, pour qu'ils bénéficient d'une couverture sociale, mais aussi pour nous, afin de faire pression pour que les salaires augmentent. En dernier ressort, il s'agit de recettes qui sont également dépensées au profit de la collectivité pour l'éducation ou les infrastructures et qui font actuellement encore défaut. »

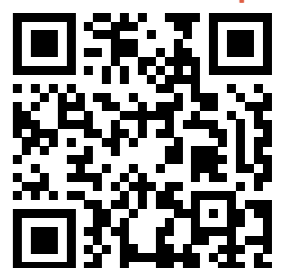
## La Moldavie reste-t-elle stable ?

Le trajet de retour de l'hôtel à l'aéroport est, cette fois, un peu plus long. En raison de manifestations contre le gouvernement actuel de la présidente pro-européenne Maia Sandu, deux grands boulevards du centre-ville sont bloqués. Or l'hôtel se trouve juste entre les deux. Un énorme déploiement de policiers accompagne les manifestations. Quelques jours seulement avant le séminaire, la Première ministre Natalia Gavrilita a démissionné. Cette crise gouvernementale a été déclenchée par la forte inflation, les prix exorbitants de l'énergie et les missiles au-dessus de l'espace aérien moldave. Le poste est désormais occupé par le précédent ministre de l'Intérieur, Dorin Recean, tout aussi pro-européen que Sandu. Il hérite d'un pays soumis à d'immenses pressions, qui se trouve dans le collimateur de la Russie, est confronté à de graves problèmes économiques et sociaux, et qui voit son avenir (du moins actuel) dans l'Union européenne. Si l'on en croit les syndicats, le plus tôt possible.

Le dialogue social en Moldavie va dans la bonne direction, bien qu'il ait encore de nombreux obstacles à surmonter. « Actuellement, le dialogue social ressemble plutôt à une discussion entre amis », dit Silviu Ispas du centre IFES, membre d'EZA en Roumanie. « On parle souvent de problèmes qui ne résultent pas du marché du travail ou de la concurrence économique, car environ 70 pour cent des entreprises appartiennent à l'État. Les représentants des syndicats, des organisations patronales et de l'État sont trop proches dans de nombreux cas. »

En 2021, l'ancien président de la confédération syndicale, Oleg Budza, a été destitué pour abus de pouvoir. Toutefois, le dialogue a pu reprendre après le changement de gouvernement et les modifications apportées à la tête de la confédération syndicale. Parallèlement, des échanges réguliers ont lieu avec la fédération patronale, même si les parties prenantes ne participent pas toujours aux réunions communes. Les priorités et les succès communs ont été jusqu'à présent, entre autres, l'augmentation du salaire minimum et de la pension minimum ainsi que le renforcement des pouvoirs de l'inspection du travail publique. En outre, de nombreuses nouvelles conventions collectives ont été négociées dans les différents secteurs.

Le présent article a été rédigé dans le cadre d'un séminaire organisé par l'IFES (Institutul de Formare Economica si Sociala), Cartel Alfa et EZA en février 2023. Vous pouvez écouter le podcast « We Work Europe » pour plus d'informations et d'aperçus sur le pays. Vous trouverez ici-même le lien vers les épisodes.





# LE DEVOIR DE VIGILANCE EN EUROPE

En 2024, l'UE souhaite adopter une législation sur le devoir de vigilance qui obligera entreprises et fournisseurs à respecter davantage l'environnement et les droits de l'homme. Les syndicats et les ONG militent pour une loi aussi forte que possible, car les propositions actuelles présentent des faiblesses.



**DANS DE NOMBREUSES CARRIÈRES INDIENNES, IL N'EXISTE PAS DE STANDARDS DE SÉCURITÉ SUFFISANTS.**

**TEXTE:** Ralph Würschinger  
**PHOTOS:** Eline Wijnen, CSC

« Qui, parmi vous, connaît le secteur de la pierre naturelle ? » Quelques-uns de la trentaine de participants présents dans la salle répondent sans piper mot. « Qu'en est-il de la sécurité au travail ? » L'intervenante désigne un homme qui vient de s'annoncer. « Voulez-vous nous dire brièvement qui vous êtes et dans quelle mesure vous êtes impliqué dans ce secteur ? » Pendant que le participant se présente comme représentant d'une confédération syndicale italienne, Lizette Vosman écoute attentivement, hochant de temps en temps la tête avant de poursuivre sa présentation. Dans la salle de réunion d'un hôtel bruxellois, elle donne aujourd'hui une conférence sur le thème du devoir de vigilance dans le cadre d'un séminaire d'EZA. Lisette Vosman travaille pour une ONG néerlandaise appelée Arisa. Arisa (Advocating Rights in South Asia) s'engage pour l'amélioration des conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement internationales en Asie du Sud. En collaboration avec des organisations partenaires, Arisa surveille les conditions de travail en vigueur dans la production de

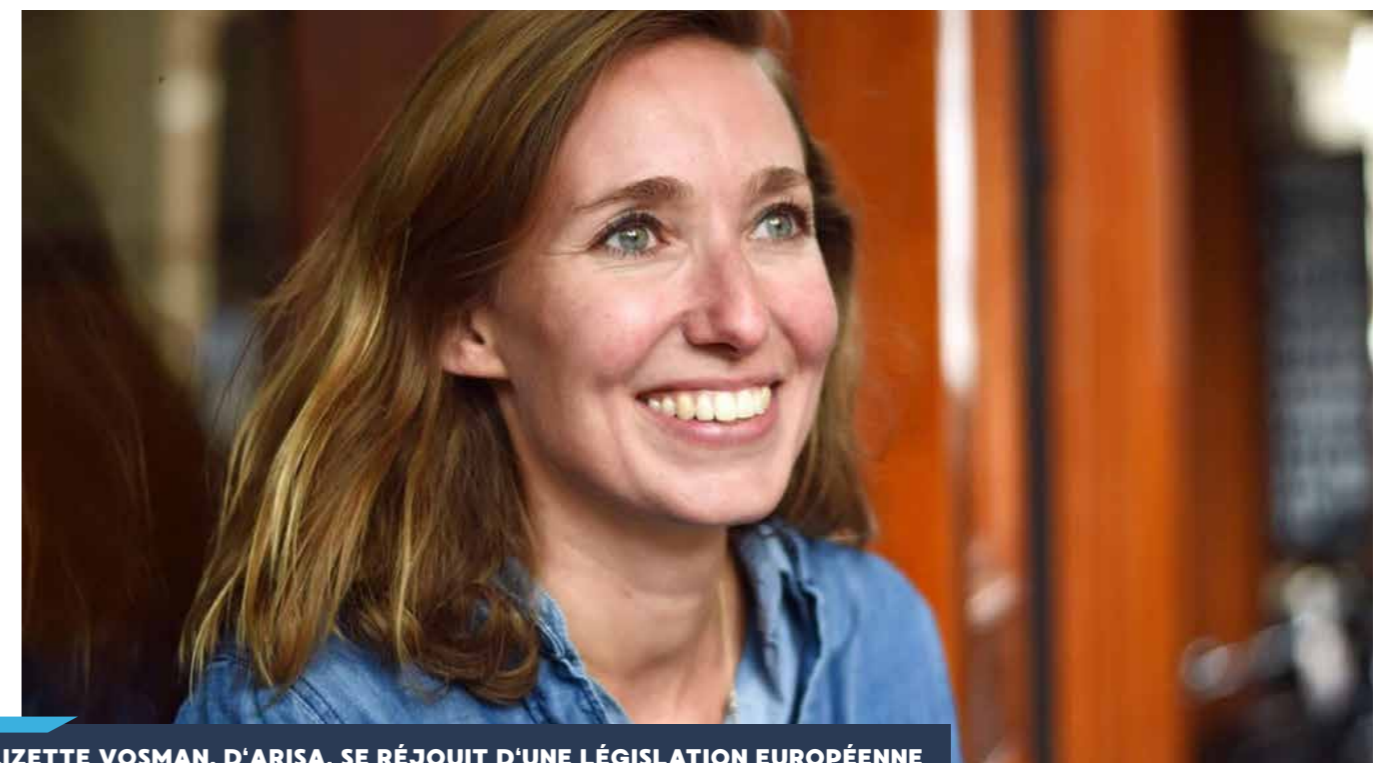
vêtements et de textiles, de cuir, de pierres naturelles et de semences végétales. De nombreux travailleurs œuvrant dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises néerlandaises et européennes sont confrontés à des conditions de travail difficiles et à des problèmes sociaux. Arisa s'occupe en priorité des travailleurs les plus vulnérables dans ces chaînes d'approvisionnement et elle s'engage de façon à ce que soient éliminés le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination fondée sur la caste ou le genre. Lizette Vosman montre sur un écran une vidéo représentant une carrière en Inde. Un ouvrier parle de la poussière qu'il respire au cours de son travail, mais aussi de sa peur d'en tomber malade. On voit des personnes qui ont noué un foulard sur leur bouche et leur nez. De aussi de sa peur d'en tomber aussie de peur d'en tomber malade. On voit des personnes qui ont noué un foulard sur leur bouche et leur nez. Des personnes peur d'en tomber malade. On voit des personnes qui ont noué unfoulard sur leur bouche et leur nez. Des personnes effectuent des travaux avec des outils et

des pierres manifestement tranchantes sans porter de gants ni d'autres vêtements de sécurité. La vidéo est un élément de l'initiative TruStone, dans laquelle Arisa est partie prenante, une association sectorielle qui regroupe les gouvernements flamand et néerlandais, des entreprises du secteur de la pierre naturelle, des ONG et des syndicats. Dans le cadre de cet accord international sur la conduite responsable des entreprises, qui court jusqu'en 2024, les parties prenantes élaborent un plan d'action ayant pour objectif d'améliorer les conditions de travail régnant dans le secteur de la pierre naturelle, de faire mieux respecter les droits de l'homme et de mettre au jour les abus. Depuis 2005, Arisa mène des recherches sur le terrain sur ces questions. En 2017, l'organisation a publié un rapport dans lequel 22 carrières ont été examinées en Inde. Résultats : des incidents de travail des enfants, des heures supplémentaires non payées, des congés non payés et un système qui conduit les personnes à l'esclavage salarié et les lie à la société qui les emploie. Lizette Vosman a confronté des entreprises européennes aux conditions en vigueur chez leurs sous-traitants : « Certaines entreprises ont nié, d'autres ont été surprises. Elles nous ont demandé ce qu'elles pouvaient faire pour y remédier. J'ai répondu que vous pouvez commencer par vous demander : payez-vous une rémunération équitable à vos fournisseurs ? Les délais de livraison que vous exigez sont-ils raisonnables ? Plus les délais sont courts, plus la pression est forte et plus il est probable qu'il y ait des violations du droit du travail. »

## La nécessité de légiférer

Ces dangers ne guettent pas seulement le secteur de la pierre naturelle. Dans l'industrie textile et le secteur chimique, par exemple, les droits de l'homme sont éga-

lement relégués au second plan. Selon l'OIT, en 2020, ce sont 152 millions d'enfants dans le monde qui travaillaient au lieu d'aller à l'école. 73 millions de personnes travaillaient dans des conditions dangereuses et, selon le « Global Slavery Index », plus de 40 millions de personnes dans le monde travaillaient dans des conditions proches de l'esclavage. Pour changer cela, les syndicats en Europe se battent pour leurs droits. La Confédération belge des syndicats chrétiens (CSC) organise un séminaire de deux jours d'EZA sur le thème du devoir de vigilance, séminaire auquel Lizette Vosman, notamment, est invitée. « Nous donnons aux participants des outils qui leur permettent d'entamer le dialogue social », explique Manon van Thorre de la CSC. « À la fin du séminaire, les participants doivent savoir ce qu'est le devoir de vigilance en matière de droits de l'homme. Car les lois vont arriver. » Des propositions relatives aux chaînes d'approvisionnement à l'échelle de l'UE ont d'ores et déjà été élaborées par le Conseil européen et la Commission. Le Parlement européen, lui aussi, prépare actuellement un projet. Cette année encore, les trois institutions se réuniront en trilogue et adopteront une loi au plus tôt en mars de l'année prochaine. Manon van Thorre estime qu'une législation contraignante est indispensable. Certes, il y a de nombreuses entreprises qui instaurent un code de conduite volontaire pour leurs relations avec leurs fournisseurs. Mais, lorsque ce code n'est pas respecté, les entreprises ne sont jusqu'à présent pas menacées de poursuites pénales. Les victimes n'ont donc pas la possibilité de responsabiliser les entreprises. La situation serait différente si une législation stricte sur les chaînes d'approvisionnement était adoptée. Manon van Thorre salue les projets de directive qui existent déjà à ce sujet. Mais elle estime qu'ils ne vont pas assez loin. « Les projets ne tiennent pas compte des petites et moyennes



**LIZETTE VOSMAN, D'ARISA, SE RÉJOIT D'UNE LÉGISLATION EUROPÉENNE TANT ATTENDUE SUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT.**



IL EST TRÈS IMPORTANT POUR MANON VAN THORRE, DE LA CSC, QUE LES SYNDICATS JOUENT UN RÔLE DANS L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE LOI SUR LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT.



entreprises », dit-elle, « catégorie à laquelle appartiennent de nombreuses entreprises du bâtiment, dans lesquelles la sécurité au travail joue un rôle important. Selon nous, toutes les entreprises devraient être tenues de respecter une loi sur les chaînes d'approvisionnement. »

De même, elle demande que non seulement le fournisseur le plus proche d'une entreprise soit tenu de respecter les droits de l'homme, mais aussi les fournisseurs des fournisseurs, c'est-à-dire tout au long de la chaîne de création de valeur. Pour ce qui est du secteur financier, les projets ne précisent pas si celui-ci doit être soumis, ou non, à une législation sur les chaînes d'approvisionnement. Les États membres de l'UE peuvent en décider à leur guise. Les critiques craignent qu'une législation européenne faible ne débouche sur des lois nationales faibles. Des syndicats comme la CSC et des ONG comme Arisa se battent pour une loi forte sur les chaînes d'approvisionnement au niveau de l'UE, en collaboration avec l'ECCJ (European Coalition for Corporate Justice), une coalition européenne pour une justice des entreprises de près de 500 organisations de la société civile de toute l'Europe. « Chaque semaine compte », dit Anya Verkamp. Elle est coordinatrice de campagne chez ECCJ. « Nous avons fait en sorte que 5 000 e-mails émanant de citoyennes et de citoyens ainsi que d'initiatives soient envoyés aux eurodéputés. Ces courriels demandaient l'inclusion de mesures environnementales ambitieuses dans une législation sur les chaînes d'approvisionnement, afin que les entreprises soient tenues responsables de leurs émissions de CO2. »

Le présent article a été rédigé dans le cadre d'un séminaire organisé par la CSC (Confédération des syndicats chrétiens) et EZA en février 2023. Pour plus d'informations et un aperçu des projets de loi, écoutez le podcast « **We Work Europe** ». Vous trouverez ici-même le lien vers le double épisode.



## L'environnement a lui aussi des droits

Ces exigences ont été intégrées au projet de la DG Environnement de la Commission européenne en faveur de l'environnement. Selon ce projet, les entreprises doivent déterminer comment leurs activités commerciales – y compris leur chaîne d'approvisionnement – affectent l'environnement et elles doivent prendre des mesures appropriées pour atténuer ou prévenir les dommages. Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 150 millions d'euros doivent exposer dans un plan de transformation comment elles contribuent à atteindre les objectifs climatiques de Paris. Selon Anya Verkamp, une législation sur les chaînes d'approvisionnement ne devrait pas seulement prendre en compte les dommages environnementaux causés lors de la production, mais aussi les éventuels effets nocifs des produits au cours de leur cycle de vie. C'est ce que l'on appelle l'aval de la chaîne d'approvisionnement : il s'agit, par exemple, des déchets plastiques, des hormones dans l'eau ou – si l'on se réfère aux droits de l'homme – de l'utilisation de systèmes de surveillance et d'armes. L'efficacité d'une législation sur le devoir de vigilance à l'échelle de l'UE dépend de sa mise en œuvre. En cas de violation des dispositions légales, Anya Verkamp exige des poursuites pénales et civiles. Manon van Thorre, de la CSC, va encore plus loin : « Pour nous, il est important que la charge de la preuve soit inversée. Ce ne devrait pas être à la victime de prouver l'infraction. C'est l'entreprise qui devrait prouver qu'elle n'a pas commis d'infraction et qu'elle a fait preuve d'une vigilance raisonnable. » Dans tous les cas, les entreprises devront prouver qu'elles respectent leur devoir de vigilance. Lizette Vosman, de l'ONG Arisa, pronostique, pour les années à venir, un boom du nombre d'entreprises d'audit, c'est-à-dire des organismes qui contrôlent les lignes directrices des entreprises en matière de sécurité au travail. Simultanément, Lizette Vosman attire l'attention sur certaines lacunes dans la méthode de travail de ce que l'on appelle des auditeurs : « Le fait le plus problématique est que les auditeurs ne parlent pas aux travailleurs en dehors de leur entreprise. Les entretiens ont lieu dans l'usine, parfois même en présence de la direction. Il y a de fortes chances que vous n'osiez pas dire la vérité en tant que travailleur. » Malgré ces doutes, l'espoir d'une amélioration de la situation des travailleurs dans le monde entier prévaut. 2024 sera l'année où l'on verra à quel point l'UE est prête à assumer ses responsabilités envers les travailleurs des chaînes d'approvisionnement mondiales.

# L'IMPACT DES HAUSSES DE TAUX D'INTÉRÊT SUR L'EMPLOI

Lors de la conférence d'EZA 2023 à Bruxelles, la réponse de la BCE à la crise de l'inflation était au cœur de débat du deuxième panel. Des chercheurs ainsi que des représentants de la BCE et des membres d'organisations de travailleurs ont discuté avec les participants de l'impact des hausses de taux d'intérêt sur les salaires et l'emploi et des raisons pourquoi les syndicats devraient s'occuper davantage de la politique monétaire.



DAVID SONDERMANN, DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE, DÉFEND LA STRATÉGIE DE HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT.

TEXT: Sergio De la Parra  
FOTOS: Katrin Brüggem

Depuis le mois de juillet 2022, la Banque Centrale Européenne (BCE) a relevé ses principaux taux d'intérêt six fois afin de contenir la poussée inflationniste qui touche actuellement la zone euro. Le raisonnement se base sur l'idée d'un rapport étroit entre chômage et inflation : en augmentant le coût de l'argent, la BCE rend l'emprunt plus onéreux, ce qui amène les entreprises et les ménages à investir et consommer moins. La demande agrégée diminue, faisant grimper le chômage et baisser le niveau des salaires. Au final, les entreprises peuvent baisser leurs prix puisque le coût du travail a baissé.

Comme toutes les mesures de la BCE, celle-ci semble de nature purement technique, réservée aux spécialistes, en tous les cas exclue du champ du débat politique. Les syndicats s'en occupent peu... Et pourtant, ils devraient le faire. En premier lieu, comme expliqué plus haut, des taux d'intérêt plus élevés entraînent une croissance économique plus faible, faisant monter le chômage et baisser le niveau des salaires. Ces derniers mois, de plus en plus de voix s'élèvent pour remettre en cause ces politiques. Plusieurs organisations internationales, dont le Fonds monétaire international





**LUC VAN DEN BRANDE, EZA-PRÉSIDENT & ANTOINE KASEL, CHEF DE CABINET DU COMMISSAIRE À L'EMPLOI ET AUX DROITS SOCIAUX NICOLAS SCHMIT**

et la Banque mondiale, ont souligné l'impact négatif d'une hausse des taux excessive ou trop soudaine sur la croissance et l'emploi. Une brusque diminution de la demande agrégée pourrait provoquer une récession, ce qui entraînerait une forte augmentation du chômage, en particulier chez les travailleurs peu qualifiés, et une baisse de salaires. « Le remède pourrait se révéler pire que le mal », résume Renaat Hannsens du service d'études de la Confédération des Syndicats chrétiens belge (CSC).

Les questionnements portent, en deuxième lieu, sur l'efficacité de la réponse de la banque centrale. Pensée comme un remède à une inflation causée par un choc de la demande, la hausse des taux perd de son efficacité dès lors que la cause de l'inflation est un choc d'offre. Or ici ce sont surtout des facteurs liés à l'offre qui sont à la source de l'inflation, comme les disruptions des chaînes d'approvisionnement suite à la reprise post-COVID ou encore la flambée des prix de l'énergie qui a suivi la guerre en Ukraine, selon Hanssens. A cela s'ajoute encore le fait que certaines entreprises usent de leur pouvoir de marché pour gonfler leurs profits. La Banque centrale européenne n'ignore pas que l'inflation est due en partie à un choc de

l'offre, reconnaît David Sondermann, chef de division adjoint à la BCE (DG Questions économiques ; Offre, marchés du travail et surveillance). Elle est également consciente que la hausse des profits dans certains secteurs contribue à faire augmenter les prix. Mais une part non négligeable de cette hausse est tout de même due à des facteurs de demande, et c'est sur cette composante de l'inflation que les mesures actuelles de la BCE visent à agir. Il ajoute que la BCE est liée par un objectif principal, celui de veiller à la stabilité des prix. Elle tient bien sûr compte de l'influence de son action sur la croissance et l'emploi, ses objectifs secondaires, mais seulement dans la mesure où cela ne met pas en question la réalisation de son objectif principal. Une redéfinition des mandats de la BCE, c'est là une des pistes proposées pour redonner aux questions de la croissance et de l'emploi toute la place qu'elles méritent. En effet, les objectifs secondaires de la BCE sont pour le moins vagues : apporter son soutien aux « politiques économiques générales » de l'UE en vue de contribuer à la réalisation des « objectifs de l'Union ». Pour Clément Fontan, professeur d'économie politique européenne à l'Université Catholique de Louvain, la BCE nécessite d'un mandat politique plus clair. Il s'agirait d'établir une procédure impliquant le Parlement européen afin de spécifier quels

objectifs secondaires sont les plus pertinents pour l'UE. Ce projet a refait la une au mois de février 2023, alors que le Parlement européen a adopté une résolution sur le rapport annuel de la BCE, une résolution qualifiée d'« historique » par le think tank Positive Money. Le Parlement y met en garde la BCE que ses instruments de politique monétaire traditionnels ont un impact limité pour combattre une inflation principalement causée par les prix de l'alimentation et de l'énergie. Les élus soulignent également l'importance du mandat secondaire de la BCE. Le Parlement recommande enfin que la BCE veille à ce que les coûts de ses opérations de politique monétaire ne se répercutent pas de manière disproportionnée sur les faibles revenus et les groupes

les plus vulnérables. Et les syndicats dans tout ça ? Pour les représentants des travailleurs, il s'agit tout d'abord de prendre conscience de l'impact de la politique monétaire sur les niveaux d'emploi et des salaires. Ils doivent également savoir que des alternatives existent, notamment en ouvrant la porte à des mesures de politique budgétaire. De plus, l'indépendance de la BCE, qui la protège de toute interférence politique, ne signifie pas que l'institut de Francfort est imperméable à son environnement et elle ne doit pas être utilisée pour justifier l'inaction. Enfin, des alliances avec d'autres acteurs, comme le Parlement européen, peuvent être envisagées pour travailler à une réforme de long terme des missions de la banque centrale.

## Autres sujets de la conférence d'EZA 2023 à Bruxelles :

### Panel 1

Les participants du premier panel, dédié à la politique salariale, étaient unanimes à reconnaître le rôle clé des partenaires sociaux et du dialogue social pour contribuer à préserver le pouvoir d'achat des travailleurs. Sans surprise, les perspectives des employés (Veselin Mitov, Podkrepa) et celle des employeurs (Isaline Ossieur, BusinessEurope) divergent cependant quant à la contribution d'une hausse des salaires au niveau des prix, par rapport au poids de la spéculation et des bénéfices. Quant au rôle des politiques, Dennis Radtke (Parlement européen, PPE) a souligné que l'Union européenne, et en particulier le Parlement européen, n'étaient pas aux commandes lorsqu'il était question d'apporter des solutions à court terme. L'UE a toutefois apporté une contribution majeure avec l'adoption de la directive sur les salaires minimaux adéquats. La directive est un instrument clé que les syndicats peuvent utiliser dès maintenant pour appuyer leurs revendications salariales, a insisté Torsten Müller de ETUI, en rappelant les exemples belge, autrichien et néerlandais.

### Panel 3

La dépendance externe de l'UE pour son approvisionnement en matières premières critiques, produits stratégiques et services ainsi que ses capacités limitées ont fait l'objet du troisième panel. Ainsi, la pandémie de Covid et le conflit en Ukraine ont montré la vulnérabilité de l'UE. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la flambée des prix de l'énergie sont toujours les principales composantes de l'inflation actuelle. Outi Slotboom (DG Marché intérieur, Commission européenne) a présenté les piliers de la stratégie d'autonomie ouverte de l'UE, le plan de l'Union pour mettre fin à sa dépendance des importations. Alexander Conway (Resilium) a quant à lui mis en lumière les questionnements que cette stratégie suscite, notamment l'impact social et environnemental de sa mise en œuvre.

# LA FORMATION CONTINUE A LA PRIORITÉ ABSOLUE !

Le Centre européen pour les travailleurs (EZA) soutient l'Année européenne des compétences, instaurée par la Commission européenne pour 2023. L'objectif de cette initiative consiste à donner la priorité à la reconversion et à la formation continue des travailleurs. Ce faisant, elle veut contribuer à atteindre les objectifs du Socle européen des droits sociaux de l'UE d'ici à 2030, en l'occurrence un taux d'emploi de 78 %.



**TEXTE:** Lukas Fleischmann

**PHOTOS:** Adobe Stock

« La mission centrale d'EZA est la formation continue des relais au sein des syndicats et des organisations de travailleurs. C'est notre métier depuis 1985. L'EZA a intégré le principe de l'apprentissage tout au long de la vie », déclare Sigrid Schraml, la secrétaire générale d'EZA. « C'est pourquoi nous saluons cette initiative prise par la Commission européenne, a fortiori après l'Année de la jeunesse 2021. Nous avons trop longtemps négligé nos systèmes d'éducation et de formation. La pénurie de main-d'œuvre menace de mettre en péril la double transition numérique et verte ainsi que le concept d'autonomie stratégique ouverte de l'UE. Mais, avant tout, les compétences sont synonymes de participation à la société pour chaque individu.

**N**ous partageons l'avis selon lequel la formation des travailleurs est un instrument clé qui induit plus d'innovation et, donc, aussi une croissance durable et une plus grande compétitivité des entreprises européennes. » L'initiative de la Commission se concentre en particulier sur les petites et moyennes entreprises. Outre des mesures concrètes de formation, l'objectif consiste avant toutes choses à simplifier la reconnaissance transfrontalière des qualifications. Ceci doit se faire avec la participation directe des travailleurs, des citoyens, des partenaires sociaux, des établissements d'enseignement, des agences pour l'emploi, etc. Simultanément, la Commission lance des campagnes d'information sur la formation continue et les qualifications des travailleurs. C'est ainsi que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a déclaré à propos de la campagne : « Nous devons concentrer plus fortement nos investissements sur l'enseignement professionnel et la formation continue. Nous devons mieux collaborer avec les entreprises, car ce sont elles qui savent le mieux ce dont elles ont besoin. Et nous devons faire concorder ces besoins avec les souhaits

des gens. Mais nous devons également attirer les bonnes compétences pour notre continent, des compétences qui soutiendront les entreprises et renforceront la croissance en Europe. » L'Année des compétences doit contribuer à la réalisation des objectifs sociaux du plan d'action pour la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux d'ici à 2030. Ceux-ci prévoient notamment qu'au moins 60 pour cent des travailleurs bénéficient d'une formation professionnelle continue chaque année. En outre, un taux d'emploi d'au minimum 78 pour cent doit être atteint d'ici à 2030. Selon les données de la Commission, plus des trois quarts des entreprises de l'UE rencontrent des difficultés dans leurs recherches de travailleurs disposant des compétences nécessaires. Simultanément, 37 pour cent seulement des adultes suivent régulièrement des formations. Les entreprises elles-mêmes sont appelées à investir davantage dans la formation et la reconversion de leurs collaborateurs et à proposer des emplois qualifiés.

**C**'est surtout dans le domaine des compétences numériques que les travailleurs européens ont un besoin direct de rattrapage. Quatre adultes sur dix et un travailleur sur trois présentent des lacunes quant aux compétences numériques de base. Par le biais de l'Année européenne des compétences, l'UE renforce les synergies avec les initiatives existantes telles que la Stratégie européenne en matière des compétences, le Pacte pour les compétences et la Coalition européenne pour les compétences numériques et l'emploi. Par ailleurs, la Commission attire une nouvelle fois l'attention sur différents fonds de soutien financier qui permettent la reconversion et la formation continue. Pour plus d'informations et d'événements sur l'Année européenne des compétences, veuillez consulter le site [www.year-of-skills.eu/](http://www.year-of-skills.eu/).





# NUMÉRISATION ET ÉCONOMIE VERTE

Rapport sur la 8<sup>ème</sup> Semaine sociale européenne



**ERÖFFNUNG DER 8. ESW, CYRIL CHABANIER, PRÄSIDENT DER CFTC, ELMAR BROK, PRÄSIDENT DER EUCDA, HERBERT METZGER, PRÄSIDENT DER ESW (VON LINKS NACH RECHTS)**

**TEXTE:** Herbert Metzger  
**PHOTOS:** Herbert Metzger

La 8<sup>ème</sup> Semaine sociale européenne (SSE) s'est tenue à Lyon du 23 au 25 février 2023, préparée par l'European Social Responsibility Institute (ESRI) et organisée en collaboration avec la CFTC (Confédération Française de Travailleurs Chrétiens) de France. Elle a fait porter sa priorité sur les questions relatives au développement du monde du travail et du dialogue social dans le contexte de la numérisation et de l'économie verte. Des représentants des travailleurs de 14 pays ont participé à la SSE. Ces questions de développement du travail ne peuvent pas être prises en considération indépendamment des processus qui affectent actuellement les populations en Europe. Ainsi, Luc Van den Brande, président d'EZA, et Elmar Brok, président de l'Union européenne des travailleurs démocrates-chrétiens (UETDC), ont-ils souligné qu'il existe actuellement une multitude de problèmes et de défis qui exigent des réponses plausibles de la part des politiques : la nécessité de mettre fin à la guerre russe contre l'Ukraine et d'une politique climatique efficace, les conséquences de l'inflation sur les budgets des travailleurs. Il y a aussi la crise du coronavirus, qui n'est pas encore surmontée, et la crise énergétique. Tout cela a incité à se souvenir de la grande importance qu'a l'Union européenne et à continuer à renforcer celle-ci par une action commune. Le développement du dialogue social en fait également partie. La gestion du changement technique pose de grands problèmes aux organisations de travailleurs.

Comme l'ont décrit plusieurs intervenants, ce n'est pas tant le risque d'une perte d'emplois, mais plutôt la qualité des conditions de travail que l'on devrait discuter dans le cadre du dialogue social. Dans ce domaine, il manque souvent de bons exemples de solutions ainsi que des possibilités de convenir de manière contraignante de bonnes conditions de travail. On regrette souvent l'absence d'un cadre institutionnel. En outre, les conditions juridiques et structurelles pour des accords correspondants avec les employeurs font défaut.

Frank Siebern-Thomas, de la Commission européenne, a présenté des plans de la Commission pour faire face aux défis du changement climatique dans l'UE. Il a évoqué de nombreux programmes destinés à faciliter la transition. Différents programmes doivent également permettre de réagir de manière différenciée face aux problèmes attendus pour les travailleurs. Roman Römisch, de l'Institut de Vienne pour les études économiques internationales, a souligné dans son intervention que les régions défavorisées de l'UE risquaient de rester désavantagées, à l'avenir, en matière de numérisation et de promotion du changement vert. Pour y remédier, il a proposé de mieux cibler sur les régions défavorisées les programmes du Fonds de cohésion de l'UE, qui représente environ un tiers du budget de l'UE. Cela constitue, là aussi, un vaste champ d'action pour les organisations de travailleurs.







# MAGAZINE



## ADRESSE

### Publication

EZA – Centre Européen pour les Travailleurs  
Johannes-Albers-Allee 2 53639 Königswinter  
Tel. +49 - 22 23 - 29 98 - 0  
Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22  
E-Mail: [eza@eza.org](mailto:eza@eza.org) [www.eza.org](http://www.eza.org)

### Rédaction

Sigrid Schraml, Lukas Fleischmann (rédacteur  
responsable), Katrin Brügggen, Herbert Metzger,  
Sergio De la Parra, Ralph Würschinger

### Conception éditoriale et graphisme

Sofia Wunderling, 40227 Düsseldorf  
[wunderling.myportfolio.com](http://wunderling.myportfolio.com)

### Photos

Lukas Fleischmann, Eline Wijnen, CSC,  
Katrin Brügggen, Herbert Metzger, Adobe Stock

### Mode de parution

Trois numéros par an.



Financé par  
l'Union européenne